

Le SNUIPP-FSU dans les mobilisations

Durant ces trois années, le SNUIPP-FSU n'a cessé de développer les mobilisations en appelant les personnels à s'engager dans de nombreuses actions et initiatives. La période a été marquée par le grand mouvement social contre le projet de réforme des retraites qui faisait porter l'effort de financement essentiellement sur les salariés et remettait en cause le système de répartition. Devant le passage en force à l'Assemblée et le refus de toute négociation avec les organisations syndicales, avec la FSU, nous avons alors jugé indispensable de travailler à étendre et généraliser les grèves et manifestations dans tout le pays. Pour élargir et renforcer le mouvement face à l'intransigeance gouvernementale, nous avons été confrontés à des difficultés : entre organisations, des divergences sont apparues sur les formes de l'action mais aussi sur les solutions alternatives ; par rapport à l'opinion publique, la faisabilité des propositions alternatives que nous avançons a eu du mal à convaincre.

Parallèlement dans l'éducation, le SNUIPP-FSU a été fer de lance des batailles pour l'Ecole mobilisant notamment sans relâche contre la logique insoutenable du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et contre les réformes régressives qui se sont accumulées. Dès le début, nous nous sommes engagés dans des dynamiques unitaires d'actions notamment dans le cadre du collectif des 25 réunissant les organisations syndicales, les associations de parents, les lycéens, les étudiants et les mouvements pédagogiques. Avec la FSU, nous avons été, le plus souvent, à l'initiative des mobilisations, entraînant un arc unitaire large. Pour autant, nous avons aussi su agir seul, ou dans le cadre fédéral, chaque fois que nécessaire. Les réussites et le retentissement médiatique des grèves nationales, du rendez-vous national du 18 mai 2011 initié par le seul SNUIPP-FSU devant le ministère mais aussi des manifestations articulées à des actions et grèves départementales, ont pesé et permis ainsi de gagner la bataille de l'opinion sur la question de l'école primaire. En révélant la fermeture de 1 500 classes du fait des suppressions de postes, mais aussi en portant la parole critique des enseignants sur les orientations éducatives du ministère de Chatel (enquêtes sur l'entrée dans le métier des PES, vérité sur l'aide personnalisée,) ou en mobilisant dans un cadre intersyndical large contre le projet de décret sur l'évaluation des enseignants. Le SNUIPP-FSU a mis le ministre au pied du mur. Ces actions ont installé dans l'opinion la nécessité d'une priorité au primaire, et ont conduit le nouveau ministre à abroger le décret sur l'évaluation des enseignants, à créer 1 000 postes à la rentrée 2012 puis à s'engager dans la Loi pour un plan pluriannuel de créations de postes. Cet investissement en direction du primaire marque une rupture mais restera insuffisant pour compenser les suppressions des dernières années et répondre à tous les besoins. Un engagement a été pris pour la reconstruction de la formation initiale des enseignants et pour la suppression de l'AP dans sa forme actuelle. Pour autant, beaucoup reste à faire pour redonner à l'école du souffle avec tous les moyens nécessaires pour une réelle transformation. Le SNUIPP-FSU doit être tenace pour que se concrétisent les engagements positifs pour le primaire et exigeant pour obtenir d'autres avancées solides.

L'année scolaire 2012 a aussi été marquée par le projet de réforme des rythmes scolaires dans le primaire se focalisant sur le retour à la semaine de 4,5 jours dans des conditions précipitées et insatisfaisantes pour la réussite des élèves et dégradant les conditions de vie personnelle et professionnelle des enseignants. Après un vote majoritaire défavorable au CSE puis au CTM, des actions départementales unitaires passant par la grève (Paris, Haute-Saône), le 12 février une grève nationale à l'appel notamment du SNUIPP-FSU demandant le report de la réforme à 2014 et la réécriture du décret a été majoritairement suivie au niveau national. Ce jour-là et dans la période, nous ne nous sommes pas cantonnés au simple refus de toute réforme mais avons porté l'exigence d'une réforme des rythmes scolaires réussie pour tous les enfants sur tout le territoire. Nous avons demandé que toute modification n'intervienne qu'avec l'accord des enseignants au sein des conseils d'école. Nous avons aussi mis en lumière via une enquête internet renseignée par plus de 30 000 enseignants la réalité sur le temps de travail réel des enseignants des écoles, confortant notre revendication de baisse du temps de travail, ainsi que l'urgence de revaloriser les professeurs des écoles menant une campagne publique (4 pages, communiqué, pétition,...) sur le déclassé salarial des enseignants du premier degré. Ces initiatives ont sans doute conduit à la redéfinition des 108 heures avec la première reconnaissance de 24 heures annuelles supplémentaires mais insuffisantes pour la concertation ainsi que l'ouverture de discussions sur le salaire et la carrière des PE qui reste à concrétiser.

Afin de développer notre syndicalisme majoritaire, nous devons continuer d'avoir le souci constant de porter les préoccupations des personnels. Alors qu'il est parfois devenu difficile de rencontrer les collègues (AG moins

fréquentés, droit au RIS restreint), il y a lieu de s'interroger aussi sur la manière de mener les débats et de les associer en permanence aux orientations du syndicat ainsi qu'à la définition des actions à construire. C'est un axe important de notre activité syndicale que de rassembler et débattre avec les personnels afin de construire avec eux un grand mouvement de masse pour la transformation du système éducatif et l'avancée de nos revendications.

Des consultations de la profession « grandeur nature »

L'opération « avenir de l'école : prenez la parole »

Le premier trimestre 2012 a été marquée par une campagne de rencontre des collègues via notamment le grand questionnaire Louis Harris : « Avenir de l'école : prenez la parole ». Nous avons été la seule organisation à s'engager dans cette démarche à l'heure où le ministère préparait la Loi de Refondation de l'école. Par un vrai travail de terrain (visite d'école, RIS, stage, ..), nous avons recueilli l'avis de plus de 24 000 enseignants sur leur vision du métier, leurs préoccupations professionnelles et leurs priorités pour transformer l'école. Nous avons ainsi concrétisé notre campagne lancée dès la rentrée « l'avenir de l'école : nous l'écrivons tous ensemble » poursuivie ensuite avec « transformer l'école oui, mais pas sans nous ».

Très éloignés d'un supposé conservatisme, l'idée même de réformer l'école est plébiscitée. La réussite des élèves se joue avant tout pour eux dans ses dimensions pédagogiques et dans l'amélioration des conditions d'exercice du métier. L'idée même de transformer l'école paraît indispensable tant l'essence même d'un métier pourtant jugé passionnant est l'objet d'insatisfaction, voire même de souffrance du fait de conditions de travail fortement dégradées ces dernières années.

Cette campagne nous a permis de mettre en avant les leviers de la transformation de l'école qui ont été relégués au second plan à cause de la forte médiatisation de la réforme des rythmes scolaires. Elle montre la nécessité pour le syndicalisme de mener encore profondément les débats sur la transformation de l'école : polyvalence, plus de maîtres que de classes, scolarisation des moins de trois ans, lutte contre la difficulté scolaire, révision des contenus d'enseignement, refonte de l'évaluation des élèves, travail en équipe, formation,...

D'autres consultations encore

D'autres consultations ont été menées (PES, aide personnalisée, temps de travail, métier). Elles auront permis de porter la parole des enseignants dans leur diversité et leur complexité. Dans toutes ses formes, les consultations restent un moyen pour garder contact avec les collègues, pour initier des débats et éviter le piège du repli sur soi ou du refus à tout changement. A chaque étape, cela reste un moyen d'avancer dans notre réflexion, nos propositions et de construire de grandes mobilisations.

La transformation de l'école en débats

Enquêtes, colloques (évaluation, plus de maîtres que de classes), universités automne, publications (spécial maternelle, guide responsabilités, handicap), nous avons continué de produire de l'information et de la réflexion pour une transformation réussie de l'école. De la même manière, nous avons tenu deux conseils nationaux techniques (direction et fonctionnement de l'école, socle commun), ce qui nous a permis de mettre à jour de nouvelles questions en vue de se doter de nouveaux mandats.

Le chantier travail

A côté de cela, nous avons initié un nouveau chantier en portant la focale sur la question sensible du travail enseignant. Malaise, souffrance, les maux ne sont pas nouveaux mais les phénomènes ne sont plus marginaux. Le problème vécu individuellement, est en fait celui d'un groupe professionnel mis en difficulté pour bien réaliser son travail et en l'occurrence, bien faire réussir leurs élèves. Cette nouvelle problématique d'un « travail empêché » a émergé avec d'autant plus de force que les conditions de travail se dégradaient : suppressions de postes, liquidation de la formation professionnelle, les nouvelles prescriptions (programmes, évaluations..), demandes administratives inutiles et chronophages avec un contrôle tatillon de plus en plus pressant voire parfois virant au caporalisme. La signature d'une convention de recherche avec le CNAM a eu pour objectif de mieux analyser le poids de l'organisation du travail sur l'exercice du métier et de chercher les pistes pour « reprendre en

main notre métier ». Il s'agit de regarder ce que permet et ce que produit un travail en équipe sous forme de collectif de travail débattant de son organisation du travail, de ses dilemmes et choix professionnels. Il s'agit d'identifier les critères d'un travail de qualité au service de la réussite des élèves et source d'amélioration au plan professionnel.

Une enquête présentée lors d'un colloque national, puis un film « une école, des élèves » interrogeant les questions du travail en équipe ont servi de supports pour l'organisation de réunions dans les départements. Ces initiatives ont permis de lancer des premières réflexions sur la thématique du travail. Deux collectifs sont aujourd'hui constitués et suivis par l'équipe nationale du SNUIPP-FSU en lien avec la section départementale et un chercheur (Yonne, Bouches du Rhône). A partir de ce premier bilan, il y a sans doute lieu de s'interroger sur la manière de poursuivre ce chantier en y associant les équipes départementales et en se constituant un matériau solide pour notre discours et nos revendications syndicales.

Informers les enseignants : tout com !

Durant ces 3 années, le SNUIPP-FSU a aussi revu ses principaux outils de communication. Un nouveau site a été inauguré en septembre 2010 avec l'ambition de fournir une actualité quotidienne sur l'école. Le rubricage permet d'aborder les questions éducatives, mais aussi de métier, de carrière, de société. La page d'accueil s'efforce de hiérarchiser l'information en fonction de l'actualité du syndicat (actions, communiqué de presse, enquête, dossier...)

En septembre 2011, FSC a également fait peau neuve en s'appuyant sur une enquête de lectorat avec l'objectif de moderniser la maquette et de multiplier les sujets d'actualités, de réflexions et de débats pour la transformation de l'école et les questions de société. Une lettre nationale électronique est également envoyée tous les 15 jours et lors d'une information urgente aux enseignants des écoles.

Pour s'adresser aux jeunes entrants dans le métier, nous avons aussi créé un site neoSNUIPP.fr qui depuis cette année bénéficie d'une lettre électronique ciblée. Son objectif est de fournir des ressources, des informations sur la formation et les droits des PES. Il s'agit aussi d'initier de créer des contacts entre le syndicat et les jeunes enseignants.